



Jean-Jacques Friboulet, Jean Brot et Hubert Gérardin (sous la direction de), *Dynamiques des sociétés civiles en économie ouverte. Études de cas et perspectives (Afrique de l'Ouest, Europe, Maghreb)*, Paris, Karthala, 266 pages.

Depuis le début des années 1990 nous assistons à une véritable explosion du nombre d'organisations et de mouvements de la société civile dans les pays en développement. Ce phénomène est loin d'être spontané ; il a été largement poussé par les institutions internationales comme un moyen de simultanément réduire l'emprise de l'État souvent défaillant dans les pays en développement, et de toucher plus directement les populations bénéficiaires des projets de développement.

Certes, cela suppose de s'interroger sur la notion même de société civile. Cet ouvrage se réfère à une définition large, mais néanmoins restrictive quand à son contenu, en l'occurrence il intègre sous cette appellation l'ensemble des organisations non gouvernementales et à but non lucratif qui défendent les intérêts et les valeurs de leurs membres. Il ne s'agit donc pas d'analyser les mouvements non structurés et informels qui participent d'une société civile, mais de manière plus restrictive les organisations formelles et structurées. Ce parti pris a le mérite de donner une unité de propos à l'ouvrage qui est un collectif d'études de cas sur différents pays.

L'ouvrage est divisé en quatre parties. La première partie est consacrée à des études de cas sur les pays du Sahel et concerne les centres de santé communautaire et les associations paysannes. La seconde partie traite d'études de cas au Maghreb, en particulier l'Algérie et le Maroc. Les études de cas de cette partie tissent les liens entre marché du travail, activités industrielles et société civile. La troisième partie regroupe des analyses non plus par zone géographique mais par thématique ; elle s'intéresse aux logiques de consommation et de production auxquelles participe la société civile, qu'il s'agisse des associations de consommateurs au Cameroun, du mouvement de commerce équitable en Amérique Latine, ou du développement de l'entrepreneuriat social en France. La quatrième et dernière partie, est consacrée, quant à elle, à la dimension internationale de la société civile, et à partir de thématiques spécifiques (gestion des forêts, migration du personnel de santé, genre) illustre la définition des contours de l'action de la société civile non plus dans une perspective seulement locale, mais dans un mouvement international qui influence les déclinaisons locales de l'action de ces organisations.

L'indéniable richesse de cet ouvrage tient au parti pris de s'appuyer le plus possible sur des études de cas pour donner à voir à la fois la diversité de la société civile et ces symbioses. Il intéressera à cet égard non seulement les chercheurs qui y trouveront des études de cas sur les mêmes zones géographiques que celles sur lesquelles ils concentrent leur champ d'investigation, mais aussi ceux qui, désireux de dépasser les spécificités régionales ou locales, souhaitent avoir une perspective plus globale et comparative de la contribution de la société civile aux mondes en développement.

*Jérôme Ballet*

*Gretha, Université de Bordeaux*

*& Fonds pour la recherche en éthique économique*

*Éthique et économique/Ethics and Economics, 13(2), 2016*

*<http://ethique-economique.net/>*

Delphine Pouchain, *Commerce équitable et prix juste*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 422 pages.

« La démarche du commerce équitable entend concrétiser l'idée selon laquelle il est possible de faire du commerce, de pratiquer des échanges, sans pour autant exploiter les producteurs du Sud, et en garantissant le respect et l'équité dans l'échange marchand. Pour ce faire, il propose d'établir des prix justes. » (p.13). Avec ces deux phrases d'introduction Delphine Pouchain nous pose d'emblée l'enjeu majeur de l'ouvrage : discuter du phénomène du commerce équitable sous l'angle de la justice et plus particulièrement du prix juste.

L'ouvrage pose une question certainement étonnante pour des néophytes, mais d'une acuité remarquable pour les économistes de profession : comment se fait-il que la science économique soit incapable d'appréhender correctement le phénomène du commerce équitable et comment se fait-il que les réflexions portées par les acteurs du commerce équitable renvoient systématiquement à une extraction de ce mouvement de l'économie actuelle ? Faut-il y voir là, d'un côté, un divorce entre la science économique, entendue ici comme le corps des économistes professionnels qui en font la discipline, et les réalités de nos sociétés ? Et, de l'autre côté, une méfiance voire une défiance des acteurs de terrain vis-à-vis de l'économie actuelle ? Certes, ce n'est pas le premier ouvrage sur le commerce équitable. Mais tandis que les ouvrages précédents ont plutôt tenté d'aborder la question sous l'angle de la compréhension des mouvements du commerce équitable, donc sous l'angle des acteurs, celui-ci prend une orientation différente. Il se nourrit certes des analyses précédentes, mais pose en profondeur la question de la prise en compte de ces mouvements pas la science économique.

Cette réflexion n'a pas seulement pour enjeu de renvoyer la science économique à ces propres limites, elle instille à cette occasion un débat de fond sur le sens à donner au commerce équitable. Or ce que donne à voir le mouvement du commerce équitable c'est à la fois un mode de régulation sociale de nos sociétés et une manière de le penser chez les économistes. Ce mode de régulation sociale repose sur l'efficacité productive d'un côté et la correction des inégalités par l'État de l'autre. Efficacité et justice sociale sont ainsi deux facettes, à la fois du fonctionnement de nos sociétés et de la réflexion des économistes.

L'ouvrage nous montre que le commerce équitable constitue une forme novatrice de pensée sur la société en même temps qu'il est une forme nouvelle de régulation. Car ce qui fait sa spécificité, ce n'est pas la redistribution, c'est la justice dans l'échange. On ne saurait donc séparer efficacité et justice sociale comme deux critères différents, chacun géré par des acteurs différents (les entreprises d'un côté et l'État de l'autre). C'est dans l'échange même que la justice doit être trouvée. L'efficacité n'a de sens que si elle est juste.

L'auteure nous renvoie alors à une distinction ancienne, celle d'Aristote puis de Thomas d'Aquin, entre justice distributive et justice commutative. Tandis que la

justice distributive concerne les règles de partage d'une ressource, la seconde vise à réaliser la justice dans les transactions. Et si la science économique est incapable de penser le commerce équitable, c'est parce qu'elle s'est concentré sur la justice distributive (avec une pléthore de théories plus ou moins concurrentes depuis les années 1970). L'originalité du commerce équitable est donc de réhabiliter la justice commutative. A cette occasion, il réinterroge l'organisation de nos sociétés et leurs mode de régulation, mais aussi la réflexion académique en l'invitant à ré-ouvrir le débat sur l'échange juste ou la justice dans l'échange.

Cet ouvrage est fondamental dans sa compréhension du commerce équitable, et il constitue une avancée majeure dans la réflexion sur ce mouvement. Mais il va bien au-delà. Il renvoie aux économistes leur responsabilité dans leur incapacité à penser la justice dans l'échange, et ouvre ainsi un vaste champ de réflexions et d'analyses futures. En somme, une œuvre majeure pour penser un futur plus humain.

*Jérôme Ballet*

*Gretha, Université de Bordeaux*

*& Fonds pour la recherche en éthique économique*